

*l'Anti*capitaliste

n°679 | 19 octobre 2023 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

POUR LE PEUPLE PALESTINIEN
POUR NOS LIBERTÉS PUBLIQUES

NON

À LA CRIMINALISATION
DES SOLIDARITÉS

PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ZOOM

Chlordécone. La lutte contre le crime colonial prend une nouvelle dimension

Page 3

ARGUMENTS

Palestine. Pour les droits des peuples, organiser la solidarité

Page 4 et 5

LUTTER

Écologie. Autoroute A69: radicalisation des capitalistes, détermination de la mobilisation

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Muzna Shihabi Barthe et Michèle Sibony sur la situation en Palestine

Page 8

Édito

Arras, les profs et leurs nouveaux amis

Par COMMISSION ÉDUCATION NATIONALE

L'assassinat de Dominique Bernard, prof de lettres à Arras, lors d'une attaque au couteau au sein même de son lycée qui a également blessé trois autres de ses collègues, a suscité l'effroi dans l'Éducation nationale et bien au-delà. Un effroi que nous partageons. Nul ne devrait mourir sur son lieu de travail. Ce drame nous rappelle douloureusement que l'école n'est pas un sanctuaire protégé de la violence de la société.

Macron et son ministre Attal se sont empressés d'apparaître comme les meilleurs amis des profs, eux qui n'ont cessé de les maltraiter et de les mépriser. Leur tristesse est d'ailleurs sélective : elle se tourne vers Samuel Paty et Dominique Bernard, mais elle ignore Agnès Lassalle, tuée dans sa salle de classe en février 2023, ou Christine Renon, qui avait mis fin à ses jours au sein de son école. Nous ne sommes pas dupes : leur compassion d'un jour sert avant tout la rhétorique belliciste d'une « république en proie à l'islamisme ».

Une fois encore, beaucoup tenteront d'instrumentaliser ce drame pour stigmatiser encore plus les musulmanEs, et instaurer un climat de méfiance. Le ministre lui-même, en prévision de l'hommage de lundi, demandait aux enseignantEs de signaler systématiquement toute contestation « afin qu'elle puisse être sanctionnée le plus sévèrement possible ». Face au risque d'une libération encore plus grande des propos et des actes islamophobes, le NPA assure de son soutien toutes celles et tous ceux qui en seraient les cibles.

Dans l'Éducation nationale, il manque partout des assistantes sociales, des psychologues, des personnels médicaux, des AESH, des CPE, des enseignantEs... Est-ce que les nouveaux amis des profs vont enfin s'en préoccuper ? Rien n'est moins sûr. Face à la répétition des drames, ils en profitent seulement pour déballer leur attirail de mesures sécuritaires : vigiles, portiques, caméras, contrôles d'identité, fouille des sacs... Transformer les établissements scolaires en prisons de haute sécurité n'est pas seulement inefficace, c'est l'inverse de l'école et de la société que nous devons construire pour demain.

Bien dit

Les troubles à l'ordre public invoqués par le préfet de police pour justifier de la légalité de l'arrêté d'interdiction ne sont pas démontrés

Selon la juge des référés qui a rendu son jugement le 17 octobre sur les distributions alimentaires dans le nord de Paris.

Menace sur les libertés publiques et criminalisation de la solidarité, ça suffit !

Depuis le début de l'offensive à Gaza il y a une dizaine de jours, le pouvoir macroniste se livre à une offensive inédite contre les droits et les libertés publiques afin d'empêcher la solidarité avec le peuple palestinien de s'exprimer... Jusqu'où ?

Interdiction des manifestations, menaces judiciaires contre les organisations et les personnes, amalgames en tout genre... Darmanin et Dupont-Moretti déploient un arsenal qui, il y a quelques années, faisait encore partie des propositions portées par la seule extrême droite.

Interdit d'interdire

Jeudi dernier, à la différence de l'ensemble des autres pays occidentaux où elles ont pu avoir lieu, Darmanin officialisait l'interdiction de toutes manifestations ou rassemblements « pro-palestiniens » car supposés « susceptibles de générer des troubles à l'ordre public ». Des mesures liberticides à juste titre condamnées par des associations de défense de droits humains telle Amnesty qui parle d'une « atteinte grave et disproportionnée au droit de manifester », Darmanin allant même jusqu'à se faire tancer par le chef de la diplomatie italienne, pourtant très à droite : « interdire les manifestations dans un pays démocratique quand ce ne sont pas des manifestations violentes ne me semble pas être juste ». Au point où le Conseil d'État, saisi sur la question, doit se prononcer sur le sujet.

En accompagnement de cette décision, différents arrêtés préfectoraux étaient pris localement, y compris pour interdire la tenue de réunions publiques... Cela marque un tournant en matière de répression : on porte ici atteinte à la liberté d'expression et de discussion, en interdisant la formulation d'une pensée politique qui soit autre que le simple ali-



PHOTOTHÈQUE ROUGE

gnement sur le « soutien inconditionnel » à l'État d'Israël qui tient lieu de ligne diplomatique pour les macronistes depuis une dizaine de jours.

Criminalisation

Cette volonté d'empêcher toute expression publique et massive de solidarité avec le peuple palestinien, y compris même autour des exigences de cessez-le-feu ou de paix, s'accompagne de lourdes menaces contre des organisations et des personnes. Mardi 10 octobre, dans un contexte politico-médiatique étouffant, Darmanin annonçait à la télévision sa demande d'ouverture d'une enquête contre le NPA pour « apologie du terrorisme »... Quelques jours plus tard, toujours en s'appuyant sur les mêmes dispositifs du code pénal, Gérald Darmanin annonçait avoir « dressé onze

article 40 » concernant des associations et des individus. Et mardi matin, c'est même la députée Danièle Obono qui est accusée d'« apologie du terrorisme », Darmanin annonçant sur un réseau social saisir le procureur de la République pour ce motif. Des coups de pression judiciaires qui peuvent ouvrir la voie à de possibles dissolutions d'organisations si on les laisse faire. Et dans l'arène médiatique déchaînée, il devient impossible de formuler la moindre pensée complexe des causes, des tenants et aboutissants d'une situation de conflit vieille de 75 ans, à commencer par la situation coloniale actuelle que subit le peuple palestinien. Seule doit exister la dénonciation morale.

Plus que jamais solidaires !

Dans un contexte difficile marqué par la guerre au Proche-

Orient — où les tueries de civils menées par le Hamas sont suivies des crimes de guerre menés par l'État israélien — et par les effroyables assassinats d'Arras et de Bruxelles, ce gouvernement est irresponsable. En mettant en œuvre les mesures les plus liberticides, il veut interdire l'expression des solidarités et même empêcher toute pensée souhaitant comprendre (sans rien excuser) la situation actuelle au Proche-Orient. Pour le peuple palestinien, menacé là-bas par une catastrophe en cours dans la bande de Gaza, pour nos libertés ici, nous ne pouvons laisser faire. Aucune interdiction n'a jusqu'ici réussi à empêcher les manifestations de se tenir, créant seulement les conditions de la répression et jouant sur les peurs afin d'instiller l'idée de ne pas y participer. Cela alors que, pour ne citer que cet exemple, de l'autre côté de la Manche, une manifestation énorme — et autorisée — avait lieu samedi dernier à Londres.

Plus que jamais, ces prochains jours et dans l'unité la plus large, des mobilisations de rue en soutien au peuple palestinien et à la lutte légitime pour ses droits doivent avoir lieu. Alors que le déplacement forcé — et criminel — d'un million de personnes dans la bande de Gaza est dénoncé y compris par les organisations humanitaires, il en va de la solidarité élémentaire avec l'humanité.

Manu Bichindaritz



Le 17 octobre 2023, en ce jour de commémoration de la répression meurtrière par la police française d'une manifestation pacifique d'Algériens en 1961, les sans-papiers ont décidé de se rassembler « aux côtés des grévistes des boîtes qui participent à la construction des J.O & du Grand Paris ». Selon eux, « cette grève n'est qu'un début. Pas de droit, pas de papiers : Pas de JO ! » Nous devons être nombreuxEs pour soutenir leur lutte légitime. PHOTO TWITTER GILETS NOIRS EN LUTTE

POUR SOUTENIR :



CHLORDÉCONE La lutte contre le crime colonial prend une nouvelle dimension

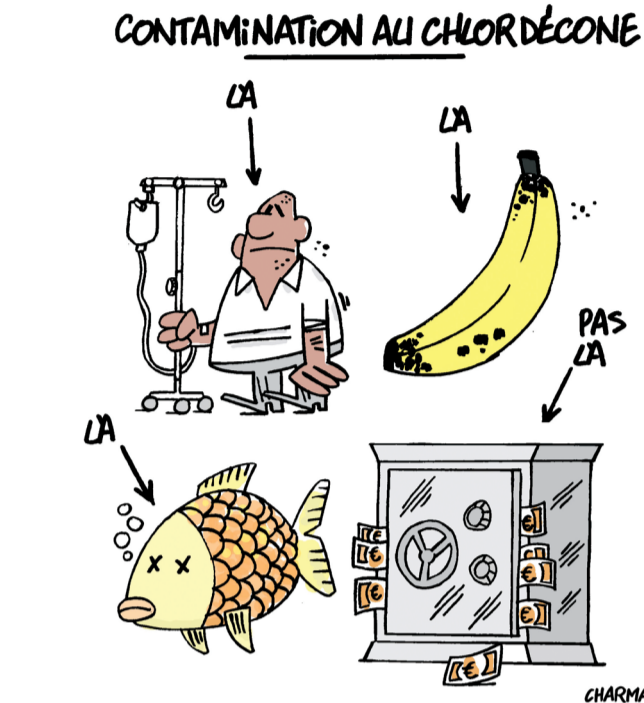
Le chlordécone, cet insecticide classé cancérigène dès 1979, a été autorisé aux Antilles contre le charançon du bananier jusqu'en 1993. Son élimination est très longue: un siècle pour que sa concentration soit divisée par dix!

Il est présent dans les sols, les végétaux, les eaux de source, s'accumule dans les organismes via les chaînes alimentaires: on en retrouve des traces dans le plasma de 90% des AntillaisEs, avec des conséquences neurologiques pour les femmes enceintes et les nouveau-nés, des cancers de prostate sans parler des effets encore mal connus.

Pas de sanction pour ce scandale sanitaire

L'empoisonnement des AntillaisEs n'est plus contesté: l'État a fini par reconnaître en 2021 comme maladie professionnelle les cancers de la prostate des personnes ayant travaillé pendant au moins dix ans au contact du chlordécone, ce qui permet leur indemnisation. Mais rien pour les autres!

En outre, la justice a refusé de sanctionner la chaîne de responsabilités qui a permis sa production et son utilisation massive. En janvier 2023, seize ans après la plainte, le non-lieu prononcé a été à juste titre vécu comme un nouvel acte de mépris colonial. Les juges confirment qu'il y a un «scandale sanitaire» mais décident qu'on ne peut sanctionner personne!



Contre cette impunité, le collectif Lyannaj pou dépolyé Matinik qui a joué un rôle central dans la mobilisation, l'énorme manifestation du 21 février 2021 et les suivantes, a construit un front encore plus large contre ce non-lieu, pour la vérité, la justice et les réparations de ce crime. Car les réponses actuelles, les tests gratuits, les sommes mises dans les fonds d'indemnisation des vic-

times ou les plans chlordécone, sont loin du compte.

Semaine de mobilisation

C'est ainsi qu'est né en juin dernier Simenn Matinik Doubout - Gaoule kont Chlordécone, qui regroupe des syndicats (CDMT, CFDT, CSTM, FO, UNSA), des partis (CNCP, Fédération socialiste, GRS, InsoumiEs, MIM, PALIMA, PCM, Peyi-A, PPM, RDM, RESPE),

des associations de sauvegarde de l'environnement, des droits des femmes, et des avocatEs, des artistes, des militantEs. Ce large éventail de forces sociales, politiques, culturelles, citoyennes est un élément nouveau et très important dans la construction du rapport de forces.

Le collectif organise une semaine de mobilisation du 22 au 28 octobre, rejointe par des organisations guadeloupéennes, autour d'un village des luttes et des alternatives, des débats sur la santé, les revendications, l'agriculture, la pêche, le perspectives judiciaires (avec le projet de constituer parties civiles des centaines de personnes) et une manifestation de masse samedi 28 octobre. Pour préparer l'initiative, des rencontres se tiennent partout, avec les éluEs des communes, avec la population pour constituer les dossiers des parties civiles.

Est également en discussion le projet d'un tribunal citoyen international sur le chlordécone et autres pesticides. Le mouvement ouvrier et démocratique français doit se mettre aux côtés des militantEs antillais, en participant à la mobilisation de solidarité le 28 octobre et le soutien à toutes les procédures engagées.

Patrick Le Moal

MARRAKECH Un contre-sommet des mouvements sociaux riche pour la justice climatique et sociale

«**Q**uatre-vingts ans de dictature financière. Plus de 500 ans de pillage de la nature et des peuples du Sud, ça suffit! Il est temps que la souveraineté des peuples l'emporte sur les profits des sociétés multinationales, des gouvernements et des riches du monde.» Voilà ce qu'on pouvait entendre à Marrakech.

Réunissant plus de 300 personnes, représentant des collectifs, associations, mouvements politiques et sociaux d'une large diversité, le contre-sommet a été un moment riche en partage d'expériences et en recommandations. Dans le contexte dramatique à Gaza, les participantEs ont manifesté leur solidarité avec le peuple palestinien tout au long de cette rencontre, ponctuée par l'émouvante intervention de Sahar Mohammad, syndicaliste palestinienne.

Rôle criminel du FMI et de la Banque mondiale

Dès l'ouverture du sommet, Éric Toussaint, porte-parole du CADTM, a rappelé le rôle anti-démocratique et criminel du FMI et de la Banque mondiale. Aminata Dramane Traoré a parlé du rôle de ces institutions et de la France coloniale en Afrique, Fernanda Melchionna du PSOL brésilien a présenté la situation en Amérique latine. Gilbert Achcar a traité, quant

à lui, du Moyen-Orient et des pays arabes. Une délégation du NPA, dont Christine Poupin, qui est intervenue dans la plénière sur les crises de la «civilisation capitaliste», était présente. Il est difficile de décrire en détail la richesse des ateliers. Retenons le débat sur l'impact des politiques criminelles de l'Europe, Frontex, États-Unis et autres pays occidentaux en ce qui concerne les migrantEs. Des associations, au Maroc, en Afrique subsaharienne, les îles Canaries, en France, en Amérique centrale, etc. mènent, depuis des années, la lutte contre ces politiques. Elles viennent aussi en aide aux familles pour l'identification de leurs disparuEs en mer ou dans le désert. Le témoignage des familles lors de ce débat était particulièrement poignant.

pour préserver la terre, l'agriculture paysanne, pour développer l'artisanat et construire des solidarités à tous les niveaux. Des militantes, pleines de courage, qui ont animé de leur combativité le contre-sommet et la marche du jeudi 12 octobre. L'abolition des dettes injustes, privées et publiques, est aussi l'objet de luttes en Inde, au Sri Lanka, au Pakistan, en Amérique latine

Enfin, nous tenons à saluer l'énorme travail des militantEs marocainEs qui a assuré le succès de cette rencontre dans les conditions difficiles qui sont les leurs.

CorrespondantEs
Déclaration à lire aussi: <https://www.countersummitimfwbmarrakech.org/fr/declaration-de-marrakech-79-ans-dexploitation-et-de-destruction-neocoloniale-de-la-bm-et-du-fmi-ca-suffit/>

Le contre-sommet, organisé par Attac Maroc et le réseau international du CADTM (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) à Marrakech du 12 au 15 octobre 2023, avait pour objectif de démontrer, face à l'assemblée FMI-Banque mondiale, que des voies alternatives existent.

L'ÉLITE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE SE RETROUVE À MARRAKECH



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
L'Anticapitaliste.org

No comment

Il y a 4000 étrangers délinquants que je ne peux pas expulser du territoire national parce que la loi empêche de les expulser, soit parce qu'ils sont mariés en France, soit parce qu'ils ont des enfants en France, soit parce qu'ils sont arrivés avant l'âge de 13 ans sur le territoire de la République

GÉRALD DARMANIN, le 14 octobre

Agenda

Jeudi 19 octobre, rencontre de la Brèche avec Olivier Besancenot et Michael Löwy sur le Chili, Paris 12^e. Présentation du livre *Septembre Rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili* (suivi d'une collation). À 19h30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Vendredi 20 octobre, 4 heures pour la santé, Lille. De 18h à 22h, place Sébastopol-Lille, métro République.

Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65). À 14h, de la gare à la prison où il est détenu.

Samedi 21 octobre, Tour de France de la santé: déambulation revendicative avec la Fanfare invisible, Paris-Les Lilas. Départ de Tenon (11h), pour Robert-Debré (12h) et maternité des Lilas, via la porte des Lilas, terminus Mairie des Lilas (13h).

Lundi 23 octobre, rencontre de la Brèche autour du livre *Antisionisme, une histoire juive*, Paris 12^e. En présence d'une des autrices, Béatrice Orès. À 19h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Mardi 24 octobre, Tour de France de la santé: rassemblement carton rouge contre le PLFSS, Paris. À 18h devant l'Assemblée nationale.

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Fabienne Brifaut

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PALESTINE POUR LES DROITS DES PEUPLES, ORGANISER LA SOLIDARITÉ

Après l'émotion suscitée par les tueries du 7 octobre et le large soutien des États occidentaux à Israël, la situation dramatique de Gaza depuis les années 2000 a refait surface. La lutte du peuple palestinien pour ses

droits a buté sur l'échec des accords d'Oslo signés en 1993 et de la solution à deux États sans qu'aucune perspective n'apparaisse pour les Gazaouis, bien au contraire. La lutte des PalestinienEs pour

la décolonisation rappelle celle des UkrainienEs, qui, comme elle, fait face à l'impérialisme. La situation dramatique en particulier à Gaza donne une grande responsabilité à celles et ceux qui défendent les droits des

peuples, indépendamment des directions politiques qu'ils se sont choisies. En Europe comme aux États-Unis, l'enjeu est de dépasser la criminalisation de la solidarité et de l'organiser. Quelques arguments.

Cette fine bande de 41 km de long sur 6 à 12 km abrite près de 2,3 millions d'habitantEs, dans leur grande majorité réfugiéEs de la Nakba de 1948. Le taux de chômage est supérieur à 50%; le taux de pauvreté est de 35%, et plus de 50% des habitantEs sont en insécurité alimentaire. Les infrastructures sont quasi inexistantes à la suite des nombreuses guerres, et 80% de la population (sur) vit uniquement grâce à l'aide internationale.

À la suite des élections de 2006 remportées par le Hamas et l'affrontement qui s'en est suivi avec le Fatah et l'Autorité palestinienne, Israël impose conjointement avec l'Égypte un blocus sans précédent de la bande de Gaza. Depuis 16 ans donc, Israël impose un blocus terrestre, aérien et maritime et régule strictement l'entrée et la sortie des habitantEs et des biens de consommation. C'est dans ce contexte que Gaza assiégée a subi six guerres en 17 ans, avec 400 morts en 2006, 1300 en 2008-2009, 160 en 2012, 2100 en 2014, près de 300 en 2021 et plusieurs dizaines au printemps 2023.

Une expression de la colère dictée par l'occupant

Marxistes, nous savons que les conditions matérielles de l'existence sociale déterminent la conscience individuelle et produisent un ensemble de représentations collectives. C'est dans ces coordonnées qu'il faut comprendre l'offensive du Hamas du 7 octobre.

En 2018, une grande «marche du retour» (droit imprescrip-

tible des réfugiéEs), pacifique, est organisée dans la bande de Gaza. Bilan : 235 morts dont une cinquantaine d'enfants, des secouristes, des journalistes, 10 000 blesséEs... Rappel sanglant qu'Israël ne cédera pas face à la pression populaire. Si tant de jeunes gazaouis (l'âge médian à Gaza est de 18 ans) s'engagent auprès du Hamas et de la résistance armée, c'est bien parce que l'occupant ne laisse que peu de choix dans l'expression de la rage et la colère de cette jeunesse qui n'a connu que le blocus et ses guerres. L'occupant a même tout fait pour interdire

en pratique toute expression politique et favoriser le développement du Hamas. Avec Nelson Mandela, nous disons que «c'est toujours l'opprimeur qui définit la nature de la lutte, et il ne reste souvent à l'opprimé d'autre recours que d'utiliser les méthodes qui reflètent celles de l'opprimeur.»

La qualification israélienne et internationale de «terroristes» permet à l'occupant et ses soutiens une disqualification morale et juridique mais aussi de dépolitiser le conflit, de ne pas parler de système d'apartheid et d'occupation. Cette rhétorique qui renvoie à la guerre mondiale contre la terreur et à la guerre de civilisation de Bush en 2001... et aux conséquences dramatiques au Moyen-Orient que l'on connaît depuis vingt ans. L'ONU reconnaît aux peuples colonisés le droit

de se battre par tous les moyens contre l'occupant. Et, avant d'être à la table des négociations, le FNL (Vietnam), le FLN (Algérie), Arafat, Mandela... toutes les forces anticolonialistes et anti-impérialistes étaient, elles aussi, des «terroristes». C'est dans cette perspective historique et dans l'affirmation de la lutte légitime du peuple palestinien pour ses droits que le NPA a dénoncé les attaques du Hamas contre des civils comme des crimes de guerre.

À chaque guerre israélienne, la presse et la communauté internationale dénoncent «l'escalade de la violence» et redécouvrent un état de guerre pourtant permanent et systémique à Gaza et en Palestine occupée. Le cauchemar gazaoui explose alors à la vue de toutes et tous, l'apparente normalité coloniale vole

(Sur)vivre à Gaza, résister à une nouvelle Nakba

Pour prendre la mesure de la situation actuelle à Gaza, dans les territoires occupés et en Israël, il faut préalablement évaluer la situation coloniale antérieure au 7 octobre, et principalement de l'enclave de Gaza.



Rassemblement à Paris, le 12 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS



Rassemblement à Strasbourg le 13 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE

À chaque guerre israélienne, la presse et la communauté internationale dénoncent «l'escalade de la violence» et redécouvrent un état de guerre pourtant permanent et systémique à Gaza et en Palestine occupée

en éclats. C'est ainsi que les appels «au retour au calme» ne peuvent être entendus de l'autre côté de la barrière de sécurité : un retour au calme colonial? Au 19 septembre, il y avait 5200 prisonniers palestiniens dont 170 enfants et 1264 en détention provisoire. En 20 ans, 6 500 PalestinienEs sont morts, 150 000 dont 30 000 enfants ont été blessés. Depuis le 1^{er} janvier 2023, plus de 200 PalestinienEs de Cisjordanie ont été tués par l'armée israélienne, plus de 100 enfants emprisonnés. Les PalestinienEs de Jérusalem-Est et du Néguev vivent chaque jour les expulsions et les déplacements de population. Sans justice et sans reconnaissance des droits élémentaires du peuple palestinien à leur terre et leur liberté, il ne pourra y avoir de paix.

Faire face à une seconde Nakba

L'état de siège et l'invasion militaire de Gaza sera terrible. À l'heure où nous écrivons, 2 670 PalestinienEs ont été tués à Gaza dont des centaines d'enfants et 9 024 blessés. Depuis le 7 octobre déjà, Israël a stoppé les ravitaillements en eau, nour-

riture, gaz et électricité. En 6 jours, l'armée israélienne a largué 6 000 bombes sur Gaza (à titre de comparaison, les USA en larguaient 7 423 sur l'Afghanistan en un an en 2019). En donnant l'ordre à plus de 1 million de Gazaouis de quitter le nord de la bande de Gaza avant un déluge de feu, Netanyahu signe là un prochain crime de guerre d'ampleur. C'est une nouvelle Nakba qui se dessine ces prochains jours à Gaza.

Nous pouvons discuter longtemps tous les désaccords stratégiques, idéologiques et pratiques que nous avons avec tel ou tel mouvement, telle ou telle expression de la résistance palestinienne. Mais avant tout, nous devons exprimer sans faille notre solidarité avec le peuple palestinien, condamner le soutien de Macron à la politique de l'extrême droite israélienne et l'aide financière de l'UE et des entreprises à la colonisation, construire un mouvement international puissant de solidarité à travers, notamment la campagne BDS. Et aucune interdiction de manifester ne nous en empêchera.

Ian Stemmelen

L'actualité internationale sur le site



Présidentielles en Argentine, vers une catastrophe politique?, par Martín N et Marie S



Corse: la lutte de libération nationale est liée à la lutte de libération sociale, par correspondant A Manca



Autogestion: De retour de la IX^e Rencontre de l'Économie des travailleuses et des travailleurs à Rosario, par Richard Neuville

Le chiffre

Plus de 50%

C'est la part des habitantEs qui sont en insécurité alimentaire dans la bande de Gaza.

DE L'UKRAÏNE À LA PALESTINE **Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**

L'Ukraine n'était pas une « création artificielle » de Lénine, comme l'affirma Poutine¹. Et la Palestine n'était pas « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » — voire une « Terre promise ». L'occultation de la colonisation « grand'russe » a relevé d'autres idéologies et contextes que celle qui fut organiquement associée à la concrétisation du projet sioniste et la création de l'État d'Israël en 1948. Cependant, le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien, comme celui du peuple palestinien, se heurte encore dramatiquement, de diverses façons, à ces occultations. Surtout quand ce droit est identifié — à tort ou à raison — par des parties diverses mais majeures des opinions publiques mondiales, à des courants d'extrême droite.

Le droit à l'autodétermination des peuples est au cœur des combats de décolonisation — et il est le moteur essentiel encore aujourd'hui du « droit de résister »² du peuple ukrainien et du peuple palestinien, dans des configurations différentes. Dans les deux cas, pèse dramatiquement une crise profonde des alternatives socialistes égalitaires et décoloniales dans les pays concernés et à l'échelle internationale. Les pires violences s'exercent dans les guerres en cours — dont l'issue est totalement incertaine. Elle dépend des composantes directes et internationales de la lutte et notamment des orientations pratiques des courants qui se réclament du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et dans les deux cas, il n'y aura pas de paix sans justice, pour des droits égaux — et contre tous les crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

De l'Ukraine « fasciste »... « L'opération militaire spéciale », lancée par Poutine dans un contexte de crise profonde de l'Otan (et non de menace contre la Russie), comptait sur une chute rapide du président Zelensky et la mise en place d'un pouvoir se revendiquant du « monde russe ». Il aurait mis fin au pouvoir des « fascistes ukrainiens » issu d'un « coup d'État nazi soutenu par l'Otan » (2014), et menaçant les russophones. Le discours et le projet de Poutine s'inspiraient à la fois de l'Empire

tsariste et de Staline contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes³, contre Lénine qui avait fait d'un tel droit la pré-condition à la construction d'une union (et d'une internationale) socialiste forte et attractive dans le reste du monde.

Pourtant, parmi les bolcheviks (et marxistes) dominaient des approches ouvriéristes et économicistes, déifiant envers les aspirations nationales perçues comme un héritage du passé et des paysans — une base sociale essentielle de la nation ukrainienne. Les avancées décoloniales et égalitaires furent précaires. La grande famine des années 1930 accompagnant la collectivisation forcée dans les campagnes est perçue en Ukraine comme « Holodomor » associée à un projet de russification forcée. Les déportations de populations loin de leurs territoires d'origine — comme les Tatars de Crimée supposés collaborateurs des nazis ; ou encore les découpages des républiques permettant d'y instrumentaliser des minorités (comme dans le Haut-Karabagh) se combinent à diverses phases du « siècle soviétique »⁴.

La réalité de l'Ukraine comme nation resta contestée par une partie de la gauche internationale, malgré son indépendance ratifiée en 1991 par un vote populaire massif et positif sur tout son territoire⁵. Elle assimile souvent toute affirmation nationale ukrainienne à sa composante d'extrême droite « antirusse », évoquant

Le droit à l'autodétermination des peuples est au cœur des combats de décolonisation — et il est le moteur essentiel encore aujourd'hui du « droit de résister » du peuple ukrainien et du peuple palestinien, dans des configurations différentes

les pogroms antisémites, anti-Polonais et anti-Roms des « banderistes » — du nom du héros national Bandera, allié (puis en conflit) avec les nazis contre Staline. Et elle rejoint de fait aussi l'interprétation de Poutine de la révolution « de la dignité » de 2014 comme coup d'État fasciste. Sauf que le nouveau président oligarque Porochenko (au cours extrêmement droitier) élu en 2014 fut balayé par les élections suivantes, en 2019 : sur tout le territoire de l'Ukraine ce fut un raz-de-marée pour un candidat inconnu des partis institutionnels, le comédien juif et russophone Volodymyr Zelensky promettant de résoudre pacifiquement le conflit du Donbass et de mettre fin à la corruption. Il devrait être évident que ce pouvoir n'est pas « nazi ».

...à la résistance ukrainienne et palestinienne

Mais, en écartant cette caricature, une partie de la gauche en fait un simple pion de l'Otan. La guerre serait directement inter-impérialiste, sans société ukrainienne luttant pour sa libération. L'analyse concrète des scénarios de la guerre montre les crimes de guerre commis par les forces

russes radicalisant la résistance populaire ukrainienne. Et si l'Otan a profité de la guerre, c'est bien cette résistance populaire (inattendue) avec Zelensky à sa tête qui a infligé les premières défaites de l'offensive sur Kiev lancée par Poutine et de son occupation. Les conflits en cours entre Zelensky et l'état-major de l'Otan sont patents. Les armes sont réclamées pour sauver des vies et infrastructures civiles bombardées — provoquant des dégâts humains et écologiques effroyables. Pour garantir une paix durable, il faut mettre fin à l'occupation et aux politiques néocoloniales russes. Mais d'autres politiques néocoloniales menacent derrière les « aides » à l'Ukraine. Et comment s'exprime et doit être soutenue l'autodétermination populaire ukrainienne — non réductible au pouvoir d'État ? Une tribune de l'historienne ukrainienne Hanna Perekhoda, s'inquiète : « Si, au nom de « la paix » nous trahissons les Ukrainiens, comme les Palestiniens »⁶.

Comme son autrice, je soutiens la logique du « Réseau européen de soutien à la résistance ukrainienne » (RESU/ENSU)⁷ d'aide par en bas — son besoin d'armes d'où

qu'elles viennent, et ses luttes sur plusieurs fronts : les liens directs avec les associations politiques de gauche, féministes, syndicalistes, LGBTQ, écolo qui résistent à la fois avec Zelensky contre l'invasion, et contre les attaques sociales de sa politique néolibérale.

Mais si la façon de soutenir une lutte de libération nationale appartient à chaque courant, la façon de la mener appartient aux courants de la résistance — et il revient aux populations concernées de savoir qui les représente.

Les massacres de populations civiles commis par le Hamas sont des crimes insoutenables et visibles, contrairement à ceux commis par l'État israélien et sa politique d'apartheid⁸ : « En quelques jours, écrit la journaliste israélienne Amira Hass dans *Haaretz* (10 octobre), les Israéliens ont vécu ce que les Palestiniens expérimentent de manière routinière depuis des décennies : les incursions militaires, la mort, la cruauté, les assassinats d'enfants, les corps empilés dans les rues, le siège, la peur, l'anxiété pour des êtres chers, le fait d'être la cible d'une vengeance, un feu indiscriminé sur les combattants et les civils, une position d'infériorité, la destruction de bâtiments, les célébrations religieuses bafouées, la faiblesse et l'impuissance face à des hommes en armes, et une humiliation cuisante ».

Et comme le dit Elias Sanbar⁹, « Les Palestiniens dans leur combat pour leurs droits se réclament du droit inter-

national. Et celui-ci est clair : toute attaque contre des civils est un crime de guerre. Se réclamer du droit impose d'appliquer aussi toutes les dispositions du droit. Mais dans ce conflit, tout n'est pas crime de guerre. S'attaquer à une armée d'occupation est parfaitement légitime ».

Catherine Samary

1 – Écouter ou lire l'historienne ukrainienne Hanna Perekhoda, notamment son chapitre dans le livre collectif *L'invasion de l'Ukraine. Histoire, conflits et résistances populaires*. La Dispute, 2023.

2 – C'est le titre que s'est donné le Manifeste des féministes ukrainiennes : en diverses langues : <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScgsYAlh9y0QwZHucPHsnmmzUiu-USkOUrIlixsrpWkAw/viewform> ; lire également sur ce thème, Alain Gresh, « Gaza-Palestine. Le droit de résister à l'oppression », *Orient XXI*, 9 octobre 2023.

3 – Voir les écrits du marxiste ukrainien anti-stalinien, récemment décédé, Marko Bojunc, sur le site des Éditions Syllepse.

4 – Titre d'un des ouvrages de l'historien soviétique Moshe Lewin.

5 – https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9%C3%A9rendum_sur_l%27ind%C3%A9pendance_de_l%27Ukraine

6 – Hanna Perekhoda, « Si au nom de la « paix » nous trahissons les Ukrainiens, comme les Palestiniens... », *Le Courrier d'Europe centrale*, 12 octobre 2023.

7 – Voir sur le site de l'ENSU <https://ukraine-solidarity.eu/>, sa plateforme, ses campagnes, ses analyses.

8 – Voir le rapport d'Amnesty International sur ce sujet.

9 – Intellectuel palestinien, ancien ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco, entretien dans *Le Monde* (site web), jeudi 12 octobre 2023.

USA **La guerre Israël-Palestine bouleverse la politique américaine**

L'attaque du Hamas contre Israël, y compris le meurtre de civils, suivie du siège et du bombardement de Gaza par Israël et de la demande de relocalisation immédiate de plus d'un million de civils, a électrisé la politique américaine. Alors que les politiciens débattent de la politique à suivre, des milliers d'AméricainEs sont descenduEs dans la rue pour soutenir Israël ou bien la Palestine, tandis que la gauche se divisait sur la question.

Le président démocrate Joe Biden a immédiatement annoncé son soutien à Israël, sans mentionner dans un premier temps la sécurité des civils palestinienEs attaqués. Une semaine après le début de la guerre, il a appelé Israël à ne pas réoccuper Gaza. Pendant ce temps, Biden a dépêché deux porte-avions américains en Méditerranée orientale, près d'Israël. Le secrétaire d'État Antony Blinken et le secrétaire à la défense Lloyd Austin se sont tous deux rendus en Israël pour exprimer l'engagement des États-Unis à le soutenir par une assistance militaire accrue. Israël reçoit plus d'aide militaire américaine que tout autre pays et a reçu 3 milliards de dollars par an au cours des dix dernières années. M. Blinken a également rencontré le président de l'Autorité

La gauche des élus démocrates au Congrès ont refusé d'exprimer un soutien total à Israël

palestinienne, Mahmoud Abbas, afin d'éviter que la Cisjordanie, également occupée par Israël, ne s'embrace. Il s'est également rendu dans les pays arabes environnants pour tenter de les dissuader de se mêler du conflit.

Réactions à gauche

Alors que les Juifs ne représentent que 2,4 % de la population américaine, ils constituent 18 % de la population de la ville de New York et, si tous les Juifs ne sont pas sionistes, beaucoup d'entre eux ont des liens avec Israël et éprouvent un fort sentiment pour ce pays.

Il n'est donc pas surprenant que la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, et le maire de la ville de New York, Eric Adams, se soient joints aux grands rassemblements pro-israéliens organisés dans la ville.

Le sénateur Bernie Sanders, lui-même juif, a déclaré que « les États-Unis ont à juste titre offert leur solidarité et leur soutien à Israël pour répondre à l'attaque du Hamas. Mais nous devons également insister sur la retenue des forces israéliennes qui attaquent Gaza et œuvrer pour garantir l'accès de l'aide humanitaire de l'ONU. N'oublions pas que la moitié des deux millions d'habitants de Gaza sont des enfants. Les enfants et les innocents ne méritent pas d'être punis pour les actes du Hamas ». Sanders a ajouté : « Le fait de prendre des civils

pour cible est un crime de guerre, quel qu'en soit l'auteur. Le refus général d'Israël de fournir de la nourriture, de l'eau et d'autres produits de première nécessité à Gaza constitue une grave violation du droit international et ne fera que nuire à des civils innocents ».

Les membres de la « Squad », la gauche des élus démocrates au Congrès ont refusé d'exprimer un soutien total à Israël. Cori Bush a appelé à mettre fin à l'aide américaine à Israël, tandis qu'Ilhan Omar a appelé à mettre fin à l'aide militaire « inconditionnelle ». Rashida Tlaib, une Américaine d'origine palestinienne, a déclaré que « ce cycle déchirant de violence se poursuivra » à moins que les fonds américains ne soient coupés, ceci sans critiquer le Hamas. Alexandria Ocasio-Cortez, élue de New

York, s'est montrée plus prudente, critiquant les attaques du Hamas et exhortant les deux parties à la « désescalade ».

Réactions des conservateurs et de l'extrême droite

Le Parti républicain, où se déroule une lutte de factions paralysante entre l'extrême droite et les conservateurs, a été incapable d'élire un président de la Chambre des représentants, ce qui a empêché l'adoption d'une loi d'aide à Israël. L'ancien président Donald Trump (et candidat à la prochaine présidence) a été largement critiqué par les postulants républicains rivaux pour ses remarques : « Je n'oublierai jamais que Bibi Netanyahu nous a laissé tomber », a déclaré M. Trump. « C'était une chose terrible ».

Parallèlement, des manifestations pro-palestiniennes impliquant des organisations palestiniennes, des groupes juifs progressistes et des groupes de gauche ont eu lieu dans les villes et sur les campus universitaires à travers le pays, bien que la gauche ait été divisée. Certaines manifestations ont semblé soutenir le Hamas, beaucoup ont refusé de critiquer le Hamas, et certaines ont été marquées par des slogans non seulement antisionistes, mais aussi parfois antisémites. Les politiciens et les médias de droite ont profité de la situation pour accuser la gauche de soutenir le terrorisme. La gauche devra clarifier son point de vue sur les mouvements de libération nationale et sur la question du soutien inconditionnel mais critique à ces mouvements.

Dan La Botz

En bref

Écologie Le glyphosate ou le permis d'empoisonner. Alors que la Commission européenne voulait prolonger de dix ans l'utilisation du glyphosate, le vote des 27 États membres n'a pas permis cette prolongation. Pour ce faire, il aurait fallu que 15 pays sur les 27, représentant 65% de la population européenne vote pour.

Le vote contre ou abstention de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de l'Autriche et de la France a retoqué la prolongation. Le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, a expliqué que « la France attend que la Commission converge vers l'idée d'une ré-homologation sous condition d'usage. » Le flou de la position est un soutien indirect au glyphosate, Fesneau souhaitant une prolongation (avec restrictions) de sept ans au lieu de dix.

Un nouveau vote aura lieu d'ici 2 à 6 semaines. Si le vote du comité reste le même, soit une absence de majorité qualifiée, la Commission européenne pourra décider, seule, et faire appliquer la prolongation de dix ans. « Exprimez-vous, votez, on s'en fout, on fera ce qu'on veut! », c'est la règle inviolable de la Commission de Bruxelles. Et pourtant... Les études scientifiques ont largement documenté les effets toxiques du glyphosate sur la santé, substance active du Roundup, herbicide le plus utilisé au monde. Malgré ça, la Commission européenne est prête à nous en resservir un petit coup! La FNSEA, faux nez de Bayer, applaudit. Que faire d'autre que s'organiser collectivement pour les empêcher de nuire?

Commission nationale écologie

Rennes **CHU: les Net Plus envahissent la direction!**

Au centre hospitalier universitaire de Rennes, les opérations de nettoyage sont attribuées à l'entreprise Net Plus. Plus de 180 salariées de ce sous-traitant sont donc amenées à travailler au sein du CHU, pour des salaires de misère et dans des conditions qui se dégradent.

L'exaspération, le ras-le-bol face à l'exploitation, ont conduit une cinquantaine de personnes à investir les locaux de la direction du CHU, le 10 octobre, pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail! Les cadences ont augmenté, le travail qui était exigé en 9 heures doit être maintenant effectué en 7 heures, les fiches de poste ne sont pas respectées, et de façon générale le sentiment partagé des femmes qui interviennent au titre de Net Plus au CHU est que la sous-traitance confine à la maltraitance.

Les salariées de Net Plus ne sont pas seules! Dans leur lutte, elles sont accompagnées par les sections CGT et Sud-Santé du CHU, mais en plus, elles sont soutenues par le collectif Nous Toutes 35, dont plusieurs militantes étaient présentes lors de l'action du 10. Par ailleurs, elles reçoivent le soutien et l'appui de l'association de quartier « Si on s'alliait ». L'association, qui intervient beaucoup sur les problèmes de logement face aux bailleurs sociaux, aide les salariées – dont un certain nombre habitent le quartier de Villejean, près du CHU – à s'organiser, à construire une parole collective. Un de leurs principes: à chaque action, obtenir quelque chose. Cette fois, c'est un rendez-vous qui a été arraché à la direction du CHU, le 26 octobre.

CorrespondantEs

ÉCOLOGIE Autoroute A69: radicalisation des capitalistes, détermination de la mobilisation

Ont suivi la promesse de suspendre les défrichements importants jusqu'au 13 octobre et l'organisation d'une rencontre entre porteurs du projet, éluEs du territoire et collectifs d'opposantEs. D'où la levée de la grève de la soif ainsi que la quinzaine de grèves de la faim. Le jusqu'au-boutisme des capitalistes et leur absence d'empathie ont failli conduire à un drame de plus, heureusement évité.

Les collectifs, sans grandes illusions, avaient diverses revendications imbriquées: une suspension immédiate des travaux, une expertise sur l'utilité écologique et économique du projet (tant mise en avant par les pro-projets, mais jamais démontrée), et la tenue d'un référendum populaire sur l'avenir de l'A69. Forte amertume de constater que, avant la réunion, les travaux de défrichement se poursuivaient. Le bilan des « discussions » peut se résumer ainsi par Jean Terlier, député macroniste et bon ami des lobby locaux: « ni moratoire ni suspensions des travaux ». Face à une situation déjà écrite, face à tant de mépris et après avoir rappelé leurs revendications, les collectifs sont partis sans délai. Cela interrompt un cycle entamé début septembre autour des grèves de la faim où tous les arguments rationnels scien-

La grève de la soif, débutée lundi 9 octobre à 14 heures par Thomas Brail, Reva et Celik, trois militants contre l'A69, est terminée, notamment en raison d'une perte de connaissance de Thomas Brail et sa prise en charge par les secours.



tifiques et l'expression d'une puissante mobilisation populaire pour exiger l'arrêt des travaux, ont été balayés de la main.

Les capitalistes fébriles, derrière une façade assurée et satisfaite

Ces derniers temps, nous avons retenu de Macron et de sa politique

écologiste qu'il aime et fait la promotion de la bagnole. De Carole Delga et de Jean Terlier, qu'il et elle défendent un projet écocide envers et contre tout. De la chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Tarn enfin, qu'elle use d'allégations et de manœuvres ridicules, avec cette tribune publiée dans *la Dépêche* le 8 octobre où elle

vante 550 entreprises locales qui soutiendraient l'autoroute. Mais le bât blesse lorsque les collectifs en lutte réussissent à mettre en lumière le fait que ces signatures n'ont pas forcément eu l'aval des entreprises. Les capitalistes ne lâchent rien, mais redoublent d'arrogance et de doutes avec toutes les mobilisations contre le tout-routier, comme la liaison A9-A750 à Montpellier du week-end dernier, et à l'approche de celle du 21 et 22 octobre contre l'A69.

À présent, pour le vivant... No macadam!

Les réunions publiques s'enchaînent, les soutiens à la mobilisation aussi pour conduire l'autoroute à la déroute. Les 32°C mesurés entre Castres et Toulouse en cette mi-octobre, encouragent toujours plus à défendre le vivant et notre avenir et à tracer d'autres horizons face au capitalisme pileur et destructeur! Le ministère vient d'annoncer le 16 octobre que le projet « sera mené à son terme ». Raison de plus pour être toujours plus nombreux le 21-22 octobre. **Commission nationale écologie du NPA**

SOCIAL Après les manifestations du 13 octobre, le gouvernement en panne sèche sur les salaires

La journée du 13 octobre était programmée dans le cadre d'une semaine européenne de mobilisation organisée à l'appel de la Confédération européenne de syndicats (CES) pour « une augmentation généralisée des salaires, afin de lutter contre l'inflation, et contre les coupes dans les dépenses publiques qui se mettent en place dans l'Union ».

Une initiative illustrée à Paris par la présence de plus de 30 délégations étrangères et de près d'un millier de syndicalistes européens et les dirigeants de la CSI et de la CES.

Des manifestations modestes

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, UNSA, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, FSU, avec les organisations de jeunesse, réunies contre la réforme des retraites, appelait à près de 200 actions de rassemblements ou de manifestations dans l'ensemble du pays.

On est évidemment loin des chiffres de manifestantEs présentEs lors des multiples manifestations contre la réforme des retraites. Sur un total de 200 000 manifestantEs (chiffres syndicaux), la répartition géographique est assez large, phénomène qui tend à s'inscrire dans la durée depuis la mobilisation des Gilets jaunes et celle sur les retraites. En ce qui concerne les grandes villes on retiendra les 20 000 manifestantEs de Paris, les 15 000 de Toulouse et les 10 000 de Marseille, 8 000 à Lyon. Ensuite une série de villes au-dessus de 1 000: Rouen, Caen, Chambéry, Perpignan, Rennes, Le Havre, Strasbourg. Et des cortèges importants (pas loin de mille) à Montauban, Tarbes, Montbéliard,

BIENTÔT HALLOWEEN DÉGUISEZ-VOUS EN BULLETIN DE SALAIRE



Besançon, Bayonne, Quimper, Brest. Et dans des dizaines de villes, ce sont plusieurs centaines de manifestantEs qui ont affiché leur volonté de s'opposer à la politique gouvernementale et au blocage des salaires. Les forces de l'« ordre » étaient partout très présentes avec des affrontements et des arrestations comme à Strasbourg.

Faiblesse des grèves

Sauf exception peu de cortèges d'entreprise, ceux-ci composés du noyau de militantEs les plus engagéEs dans les syndicats. Si les cortèges CGT restent généralement les plus fournis, on a relevé une

présence CFDT plus significative que dans les journées du même type d'avant la mobilisation sur les retraites. Peu de grèves ou de débrayages même si la fermeture du Louvre et la tour Eiffel ont pu donner une certaine visibilité à la mobilisation. Faible impact dans les transports surtout avec, par exemple, le choix à la SNCF de favoriser les TGV plus visibles que les TER.

La faiblesse des grèves depuis la rentrée pouvait laisser prévoir des difficultés de mobilisation.

Quelles suites?

Le patronat a des difficultés à justifier les politiques salariales,

au regard notamment des profits engrangés et d'une inflation qui lamine toujours davantage le pouvoir d'achat.

Malgré l'échec de la mobilisation sur les retraites, le gouvernement, discrédité, fragilisé, hésite encore à passer complètement hors du cadre de dialogue social et à affronter l'ensemble des organisations syndicales. Ses projets de ponction dans les caisses de l'Unedic ou celles de l'Agirc-Arcco sont refusés par les organisations syndicales de salariéEs et même patronales. Et de ce fait il n'est rien sorti de la Conférence sociale. Les bilans, les débats sur tactique et stratégie syndicales qui ont lieu depuis la fin juin pointent, avant tout, deux questionnements: l'absence d'auto-organisation et la place de revendications centrées sur le « travail ». L'exemplaire mobilisation des salariéEs de l'automobile aux USA donnent certains éclairages, des mots d'ordre clairs: 40% d'augmentation des salaires, réduction du temps de travail, suppression des mesures discriminatoires à l'embauche et une tactique de lutte (escalade/élargissement) mise en œuvre en lien avec l'état des concessions patronales, avec un effort de dialogue entre base et direction. Le tout avec un syndicalisme unifié... Des pistes pour ici?

Robert Pelletier

À lire sur le site



Non à la privatisation de la montagne!



Santé publique. Punaises de lit: un insecte très politique!, par Frank Prouhet

ROMAN **L'Enragé,** de Sorj Chalandon

Éditions Grasset, 2023, 416 pages, 23 euros.

Bon, c'est vrai, ce livre n'a pas vraiment besoin de publicité tant il a été chroniqué dans les médias. Mais nous avons envie d'en parler quand même. D'abord parce que nous apprécions beaucoup l'auteur, Sorj Chalandon. Ensuite parce que ce nouveau roman est très touchant, parce qu'il parle d'injustices de classes, d'oppressions et d'exploitation, de révolte.

Maisons d'éducation

L'essentiel de l'histoire se déroule à Belle-Ile-en-Mer en Bretagne en 1934. Une forteresse qui enfermait auparavant les révolutionnaires de 1848 ou encore les Communards de 1871 est devenue une colonie pénitentiaire pour enfants mineurs (jusqu'à 21 ans) délinquants mais pas seulement. En fait, il s'agissait d'enfants pauvres, orphelins, abandonnés, livrés à la rue, considérés comme des voleurs et des voyous, à rééduquer, à redresser. Ces maisons d'éducation étaient de véritables prisons, les enfants étant mal traités, violentés par les gardiens, par l'encadrement, violentés par la société, exploités dans les fermes alentour (apprentissage, travail gratuit).

L'auteur part d'une histoire vraie, celle d'une mutinerie d'enfants et d'une évasion. Pas bien loin car il s'agit d'une île. Mais quand même, cette grande évasion concerne une cinquantaine d'enfants. Chalandon s'intéresse à l'un d'entre eux, Jules, racontant sa vie avant d'être enfermé dans ce qui ressemble fort à un bagne. Un enfant en colère, révolté et il y a de quoi. Il fait partie des évadés. Alors c'est sa vie d'après, sa liberté retrouvée, mais hyperprécaire. Comment s'en sortir ? Surtout que les habitantEs de l'île participent à la chasse aux évadés, en échange d'une prime évidemment. C'est sordide !

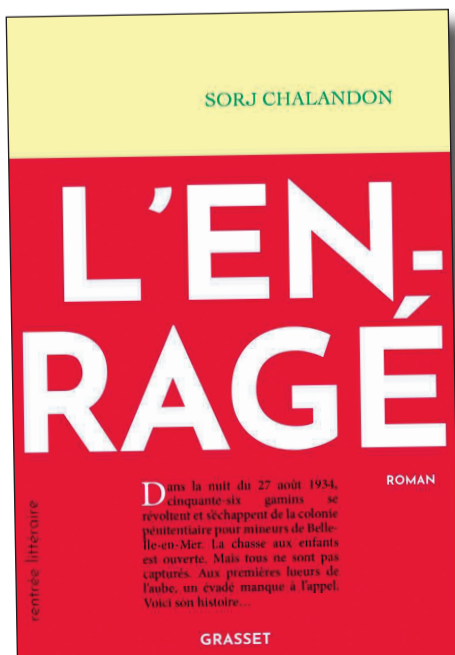
Courage et résistance des enfants

L'ambiance, c'est celle des années 1930, la crise et la misère, la présence de l'extrême droite et la montée du fascisme, la guerre en Espagne contre les révolutionnaires... Dans cette noirceur, il y a beaucoup d'humanité, avec d'abord ces enfants, leurs souffrances, leurs vies, leur courage, leurs résistances et puis avec ces personnages de marins, solidaires, communistes, avec aussi cette infirmière de la prison, qui en dehors aide les jeunes femmes dans le malheur qui veulent avorter.

Et puis, il y a un personnage connu qui apparaît dans ce roman. C'est Jacques Prévert qui avait écrit le poème *Chasse à l'enfant*, à lire absolument « *Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! / Au-dessus de l'île on voit des oiseaux / Tout autour de l'île il y a de l'eau / Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! / Qu'est-ce que c'est que ces hurlements / Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! / C'est la meute des honnêtes gens / Qui fait la chasse à l'enfant / ...* ».

Bref, un beau roman qui rappelle cette enfance maltraitée, celle des classes populaires, par une société violente, par le pouvoir et les dominants de l'époque, il n'y a pas si longtemps que cela. Un roman qui suscite la révolte contre une société qui n'a peut-être pas tant changé que cela.

Béatrice et Philippe



ROMAN GRAPHIQUE **Femme Vie Liberté,** sous la direction de Marjane Satrapi

Éditions L'Iconoclaste, 2023, 271 pages, 32 euros.

À la suite du décès de Mahsa Jina Amini, le 16 septembre 2022, battue à mort par la police des mœurs pour un voile mal porté, une véritable révolution féministe — pour la première fois soutenue par les hommes — éclate en Iran. Un an plus tard, Marjane Satrapi, autrice et réalisatrice franco-iranienne, réunit trois spécialistes et 17 talents de la BD pour rendre hommage à ces IranienEs, souvent très jeunes, qui luttent malgré la répression sanglante à laquelle ils sont confrontés.

«Avoir 20 ans en Iran et mourir pour le droit des femmes»

Ce livre se divise en trois parties. D'abord, les événements : manifestations, tortures, exécutions, les faits, dans toute leur brutalité. Ensuite, de l'histoire. Pour comprendre ce soulèvement, il faut comprendre l'Iran, théâtre de plusieurs révolutions, sa population, sa culture, ses contradictions. Comprendre la corruption, l'instrumentalisation de la religion. Comprendre que ce mouvement est celui des femmes, mais pas seulement. Enfin, la résistance face au régime inflexible, la rencontre de celleux



plus encore, elles inspirent.

«Ils ont déjà perdu, mais leur violence perdure»

La répression du soulèvement a fait 551 morts, dont 68 enfants et 49 femmes. 22000 personnes — dont de nombreux journalistes ou avocatEs — ont été arrêtées, souvent torturées, parfois exécutées. Un an après le début du soulèvement, alors que le régime, de moins en moins soutenu, réprime plus que jamais la contestation, un projet de loi est étudié pour durcir encore les sanctions pour violation du « soutien à la culture du hijab et de

la chasteté ». Mais le peuple, « malgré le sang, n'a plus peur ». *Femme Vie Liberté* est un roman graphique puissant, dur et beau, où les styles graphiques et les plumes se mêlent et se répondent, alternant fiction et faits réels pour nous éclairer sur les enjeux du soulèvement. À lire avec *Barayé*¹, magnifique hymne de ce mouvement écrit par Shervin Hijapour, en fond sonore.

Cyrielle L.A.

1 - <https://www.youtube.com/watch?v=BGes7QcREk>

ESSAI **Sur le parti révolutionnaire,** de Karl Marx

Présentation de Jean Quétier, Les Éditions sociales, 640 pages, 30 euros.

L'ouvrage de Jean Quétier est une somme des écrits de Marx sur le parti révolutionnaire, puisés dans des ouvrages, des correspondances, des échanges et débats internes au sein des organisations internationales auxquelles il a collaboré. La compilation des textes est organisée selon la double entrée de la chronologie et de la thématique.

La rigueur de l'auteur

L'introduction de Jean Quétier, véritable ouvrage dans l'ouvrage, reprend la même logique et lui donne une cohérence. Dans un format proche de la brochure — pas loin de 100 pages — il permet à la fois de présenter l'anthologie, de nous guider dans la découverte des documents originaux, tout en situant les positions de Marx et leur évolution, au fil du temps, sans doute, mais aussi et surtout au gré de son engagement politique. Très loin d'une parole sacrée, à l'opposé du dogme, chacune des variations dans l'expression de Marx sur le parti révolutionnaire correspond à une situation politique donnée, à une réalité précise des rapports de forces entre les classes, à l'état du débat au sein du mouvement communiste qui, pour Marx,



ne saurait être approché qu'à l'échelle internationale.

L'actualité de Marx

Certaines des préoccupations récurrentes qui traversent l'œuvre de Marx sur le parti, au long de près d'un demi-siècle d'élaboration, de polémique parfois très rude, apparaissent d'une actualité brûlante. Le rapport aux sectes (dans une définition assez différente de ce que l'on en dit aujourd'hui) vues dans le meilleur des cas comme un passé idéal du communisme ; l'idée, qui évolue chez Marx, d'une organisation des communistes

séparée du parti ouvrier ; l'ouvriérisme, peut-on être membre du parti, prétendre à le diriger, si l'on n'est pas ouvrier (et quelle délimitation précise de la qualité « d'ouvrier » ?) ; la question électorale, participer ou non aux élections, avoir des élus et qu'en faire ; la place des utopies mises en œuvre, laissant de côté la perspective de l'affrontement central...

Et puis, l'auteur met en évidence, tout du long de son ouvrage, la volonté inébranlable de Marx de faire vivre le débat, le pluralisme, sans jamais recourir à des arguments ou à des positions d'autorité, ce dont nous pourrions peut-être nous inspirer !

Claude Moro

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

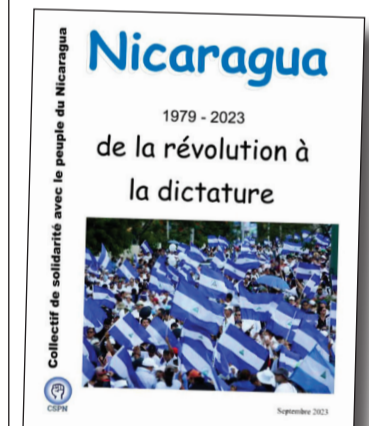
★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

Vie du NPA

Montreuil Hommage officiel de la IV^e Internationale aux 27 de Châteaubriant.

Chaque année à Montreuil, à la clairière des fusillés dans le parc des Beaumonts, la ville honore « les 27 de Châteaubriant » tués le 22 octobre 1941 par les nazis et avec l'aide du gouvernement de Pétain. La Seine-Saint-Denis est bien loin de la Loire-Atlantique, mais parmi les 27, il y avait Charles Delavacquerie, 19 ans, un jeune imprimeur montreuillois. En 2021, nous avons organisé un dépôt de gerbe au pied de la stèle de granit rouge, en marge du rassemblement officiel. Cette année, la IV^e Internationale a été officiellement invitée à participer à la cérémonie pour porter la mémoire de nos deux camarades Marc Bourhis et Pierre Guéguen. C'est un moment important car, pendant des décennies, le PCF a nié l'appartenance de nos camarades à la IV^e Internationale, puis ils ont fini par admettre les faits, tout en nous gardant à distance des commémorations. Ce 15 octobre 2023, certains vieux réflexes sont pourtant tenaces car dans l'un des deux discours, nous avons relevé la phrase : « parmi les 27 fusillés, 25 étaient communistes ». À la fin de la cérémonie, nous avons rappelé à l'autrice que tous étaient communistes et que deux des martyrs avait la particularité d'être trotskistes. Penny, Agnès et François ont déposé, au nom de la IV^e Internationale, un bouquet de roses rouges.

Correspondants



Nicaragua, 1973-2023, de la révolution à la dictature

Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua, 20 pages, 2 euros.

Comment est-on passé en 40 ans d'une révolution à une dictature ? Le collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua (CSPN), créé en 2018 à la suite de la sauvage répression subie par les manifestantEs qui s'étaient révoltés contre le pouvoir du président Ortega, essaie de répondre. Une brochure qui donne la parole à d'ancienNEs dirigeantEs sandinistes aujourd'hui dans l'opposition à Daniel Ortega et fait le point sur la situation aujourd'hui : opposition divisée et répression féroce du régime. Disponible à La Brèche et via cspn@framalistes.org

PALESTINE «Gaza est le premier territoire complètement coupé du reste du territoire palestinien en 1991»

Entretien. Une semaine après les massacres de civils par le Hamas et les crimes de guerre de l'État d'Israël, **Muzna Shihabi Barthe**, ancienne membre de l'équipe de négociation palestinienne et **Michèle Sibony** de l'Union juive française pour la paix (UJFP) étaient réunies pour une émission sur la chaîne l'Anticapitaliste. Quelques extraits.

Muzna, peux-tu nous dire un peu la situation à Gaza depuis l'attaque du 7 octobre ?

Muzna Shihabi Barthe : En fait, c'est une machine de guerre continue. On a des nouvelles qui nous parviennent de Gaza, pas des nouvelles directes. J'ai un cousin par exemple, et des amis avec qui je n'ai plus de contact depuis quelques jours, parce qu'il n'y a plus d'électricité. Ce qu'on voit sur Al-Jazeera ce sont les dégâts, les massacres, tous les jours. Depuis le 7 octobre, on a plus de 100 enfants tués par jour. Donc aujourd'hui, on est à plus que 700 enfants déjà tués. Les gens, vraiment, ne savent pas quoi faire. On leur demande de partir, ils vont aller où ? C'est une prison comme tout le monde le sait. Et contrairement à ce qu'on dit, Gaza n'est pas bouclé seulement depuis l'arrivée du Hamas au pouvoir. Gaza a toujours été un endroit qui a été fermé complètement, même pendant les négociations et les accords de paix. Il y avait beaucoup de gens qui venaient de Gaza pour aller faire des études à Ramallah ou Bir Zeit, et qui après étaient complètement coupés de leurs parents, de leur famille. Parfois des parents qui mouraient ! Les enfants ne pouvaient pas aller les voir. Les gens de Gaza ont toujours été en prison à ciel ouvert. Et s'ils sortaient pour faire des études, soit ils ne pouvaient plus jamais revenir, soit ils étaient bloqués à Ramallah. C'était une situation très difficile pour tout le monde. Ceux qui ont la carte de Gaza sont des gens qui ont toujours eu le plus de malheurs. En plus, bien sûr, des camps de réfugiés, des Palestiniens qui ont été expulsés de chez eux en 1947-1948.

Peux-tu revenir aussi sur l'histoire de Gaza ?

Muzna Shihabi Barthe : Gaza c'est une partie de la Palestine dont la population a été expulsée de chez elle en 1948. À peu près 80% de la population est réfugiée, qui demande toujours le retour à ses villes et villages d'origine et qui n'a toujours pas eu ce droit jusqu'à aujourd'hui. C'est une ville encerclée de partout, notamment par Israël. Les gens n'ont pas le droit de sortir, ils n'ont pas le droit de rentrer. Il faut des permis. C'est très très difficile d'avoir un permis. Et puis, au fur et à mesure des années, Gaza a commencé à être de plus en plus enfermée. C'était le premier territoire complètement coupé du reste du territoire palestinien, notamment en 1991, chose qu'on ne sait pas ! On dit toujours que ça a commencé en 2007 quand le Hamas a gagné démocratiquement, quand le Hamas a été élu. Mais, en fait, en 1991, avant même les accords de paix, Gaza a commencé à être fermée avec un système de permis donnés par l'occupation israélienne et les gens ne pouvaient plus circuler, ce qui fait une coupure des familles puisque les gens avaient de la famille ailleurs en Palestine. Ça voulait dire aussi que les gens qui même faisaient du travail ou



YOUTUBE L'ANTICAPITALISTE

avaient du travail en Cisjordanie ou en Israël ne pouvaient plus partir. Donc, au fur et à mesure des années, Gaza est devenue de plus en plus appauvrie, enfermée, une prison. Et on peut dire que c'est vraiment aujourd'hui un camp de concentration en train d'être bombardé par Israël, chaque minute. C'est-à-dire que quand je regarde les informations, ce sont des familles entières. Jusqu'à aujourd'hui, il y a 50 familles qui ont été anéanties, depuis le 7 octobre seulement, 50 familles qui n'existent plus. Pourquoi ? Les gens devaient être ensemble pour essayer d'aller dans les maisons où Israël disait : « Allez vers le sud pour être protégé ». Soit les gens étaient dans les maisons, ils se faisaient bombarder et ils sont morts, et ça continue. Je parle du passé, mais en fait ce sont des massacres tous les jours et toutes les heures. Soit les gens, pendant qu'ils sont en train de faire leur trajet en voiture, se font bombarder alors que les Israéliens leur ont bien demandé de partir. Et dans les médias, les Israéliens montrent qu'ils veulent protéger cette population. Donc il y a une machine de guerre immense contre les 2,2 millions d'habitants, et ce sont tous des civils, en majorité. Ce sont des massacres continus. On en est à plus de 2300 morts en une semaine dont 700 enfants. C'est dramatique. Sur Al-Jazeera, il y avait un correspondant qui découvrait que, pendant qu'il était dans la rue, ses voisins venaient d'être tous massacrés, qu'il essayait de sortir de sous les décombres. Il n'y a même pas de moyen de faire sortir les gens quand ils sont bombardés chez eux. Il n'y a pas de matériel à Gaza, c'est donc la population civile qui tente de faire sortir les gens sous les décombres. C'est pour cette raison qu'il y a autant de morts.

Michèle Sibony, j'ai vu que tu avais écrit un éditorial sur la situation actuelle à Gaza où tu évoquais une seconde Nakba à propos de la situation actuelle...

Michèle Sibony : L'ordre donné par le gouvernement israélien actuel de déplacer tout le nord de la bande de Gaza vers le sud a des conséquences catastrophiques. La situation est régie par la déclaration du ministre de la Défense qui impose un siège total contre la ville de Gaza — sans électricité, ni nourriture, ni eau, ni carburant,

On est au bout d'une logique mortifère, qui a sans doute provoqué l'attaque du Hamas sur ce que les Israéliens appelaient l'enveloppe de Gaza

tout est fermé — et qui combat « les animaux humains ». C'est dans ce cadre-là qu'on demande à une population sous bombardement constant, comme l'a dit Muzna, d'organiser l'évacuation de la moitié du nord vers la moitié du sud de la bande de Gaza, sachant qu'on a affaire à la zone la plus densément peuplée du monde. Il n'y a ni les infrastructures pour le faire ni la possibilité matérielle d'héberger au sud la population du nord, sachant que le sud n'est pas en meilleur état que le nord. Ce qu'attendent les Israéliens, et tout le monde le sait, c'est la pression exercée sur la Jordanie et sur l'Égypte, surtout sur l'Égypte, pour qu'elle ouvre la frontière sud de la bande de Gaza. Il s'agit donc d'une demande d'expulsion assortie d'une menace d'éradication de cette population.

Une réflexion me traverse récemment. Depuis la gauche israélienne qui a inventé l'idée du mur de séparation et l'a mis en place — c'est sous Rabin qu'on a commencé le développement des routes de contournement des colonies, c'est-à-dire la mise en place d'une structure d'apartheid —, les gouvernements suivants ont continué et développé cette structure. Il me semble, et je me trompe peut-

être, que l'apartheid n'intéresse pas le gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Ce qui l'intéresse, c'est la Palestine. De la mer au Jourdain. Les nationaux religieux israéliens, ils sont pour le Grand Israël, ils ne sont pas pour un Israël coupé en deux. Ce qui est sur la table, ce n'est plus l'apartheid, c'est ou l'épuration ethnique ou l'extermination, c'est-à-dire c'est prendre la responsabilité d'un génocide éventuel : si on tue 1 million de personnes sans broncher et je dis 1 million. On sait que toute la dernière période en Cisjordanie est une période de chasse à l'homme — et de chasse à l'enfant et de chasse à tout le monde — sur des gens enfermés aussi dans des cages en Jordanie et qui n'ont pas où fuir.

Dans un village de Cisjordanie, on n'a pas où fuir quand les colons débarquent sous la protection de la police et organisent un pogrom. Donc on est dans cette situation catastrophique et on est au bout d'une logique qui est évidemment extrêmement mortifère, qui a sans doute provoqué l'attaque du Hamas sur ce que les Israéliens appelaient l'enveloppe de Gaza, c'est-à-dire la zone autour de Gaza, ces villages et kibboutz. Ils viennent d'ailleurs de la rebaptiser, parce qu'ils n'osent plus prononcer le mot de Gaza. Ils l'appellent maintenant le Néguev occidental.

Table ronde : quelle solidarité avec la Palestine ?



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
 NPALanticapitaliste
 l_anticapitaliste
 Lanticapitaliste1
 anticapitaliste.presse
 lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
la revue

Le n°149 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

